|  |
| --- |
| AMR 51/7633/2024 – États-Unis - 26 janvier 2024 |
| FURTHER INFORMATION | URGENT ACTION | x-FI UA 116/23-1 |
| L’Alabama procède à la première exécution à l’azote |
| ÉTATS-UNIS (Alabama) |

Kenneth Smith, 58 ans, a été exécuté en Alabama le 25 janvier 2024. Sa mort a été prononcée à 20h25, heure locale. C’était la deuxième fois que l'État essayait de l’exécuter, une première tentative par injection létale ayant échoué en 2022. Cette fois-ci, l’État a utilisé la nouvelle méthode d’asphyxie à l'azote. Après qu’un juge eut annulé le vote du jury en faveur de sa réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, il avait été condamné à mort à l’issue d'un nouveau procès en 1996. Les tribunaux et la gouverneure ont refusé d’intervenir.

Le crime pour lequel Kenneth Smith a été exécuté, 36 ans plus tard, est le meurtre d’une femme de 45 ans à son domicile en Alabama le 18 mars 1988. L’accusation a présenté des éléments montrant que le mari de la victime avait recruté Billy Williams, qui avait ensuite engagé Kenneth Smith et John Parker, pour la tuer. Le mari s’est suicidé une semaine après le meurtre ; Billy Williams a été reconnu coupable d’homicide volontaire et condamné à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle ; John Parker a été condamné à la peine de mort et exécuté en 2010. La condamnation à mort de Kenneth Smith en 1989 avait été annulée en appel. Lors du nouveau procès de 1996, il a là encore été déclaré coupable. Le jury a voté à 11 contre un en faveur d’une peine d'emprisonnement à perpétuité, mais le juge a annulé sa décision et prononcé la peine de mort.

Il s’agissait de la deuxième tentative d’exécution de Kenneth Smith par l’État de l'Alabama, la première tentative par injection létale ayant échoué en novembre 2022 en raison de l’incapacité de l’équipe chargée de l’exécution à trouver une veine après plusieurs essais. Cette fois-ci, l’équipe a utilisé une nouvelle méthode, l’asphyxie à l’azote. Le 20 décembre 2023, une audience s’est tenue devant la cour fédérale de district sur la demande d’injonction de la défense contre l’exécution. Le 10 janvier 2024, le juge a rejeté cette requête: «Les tribunaux présument, sur la base de l’histoire et de l’évolution de la peine capitale dans ce pays et du processus législatif, que [les autorités de l’État] ne cherchent pas à ajouter de la terreur, de la douleur ou du déshonneur à leurs exécutions, à moins et jusqu’à ce qu’un condamné puisse faire la démonstration requise [...] Compte tenu de toutes les preuves présentées et des arguments des parties, Kenneth Smith ne s’est pas acquitté de cette tâche.»

Le 24 janvier 2024, la cour d’appel fédérale du 11e circuit a confirmé la décision du tribunal de district par deux voix contre une. L’un des deux juges de la majorité a déclaré «devoir souscrire» à cet avis parce qu’il ne pouvait pas affirmer que les conclusions factuelles du tribunal de district étaient «clairement erronées», ce qui est le critère à remplir pour un réexamen, mais il a exprimé la crainte que les circonstances de l’affaire conduisent à «une exécution cruelle et inhabituelle». Le juge minoritaire a écrit que l’Alabama «a choisi ce condamné, ce protocole et ce moment, même si M. Smith souffre mentalement et physiquement du stress post-traumatique que l’Alabama a provoqué lorsqu’il a fait échouer sa première exécution en 2022 [...] Le prix à payer, je le crains, sera la dignité humaine de M. Smith, et la nôtre.»

Le 25 janvier, la Cour suprême des États-Unis a refusé d’intervenir. Trois juges ont exprimé leur divergence. La juge Sonia Sotomayor a écrit: «N’ayant pas réussi à tuer M. Smith lors de sa première tentative, l’Alabama l’a choisi comme «cobaye» pour tester une méthode d’exécution jamais tentée auparavant. Le monde nous regarde. Cette Cour permet une fois de plus à l’Alabama d’expérimenter avec une vie humaine, tout en privant Kenneth Smith de l’obtention d’éléments de preuve significatifs sur des revendications potentiellement fondées en vertu de la Constitution.» Elle a noté que depuis la tentative d’exécution ratée du 17 novembre 2022, au cours de laquelle il a passé quatre heures attaché au brancard, «Kenneth Smith souffre de stress post-traumatique. Revivant ces heures passées attaché au brancard, son dossier médical confirme l’aggravation de ses nausées et vomissements ces dernières semaines.»

Selon Associated Press, «l’exécution a duré environ 22 minutes entre l’ouverture et la fermeture des rideaux de la salle d’observation. Kenneth Smith a semblé rester conscient pendant plusieurs minutes. Pendant au moins deux minutes, il a semblé trembler et se tordre sur le brancard, tirant parfois sur les moyens de contention. Cela a été suivi de plusieurs minutes de respiration bruyante, jusqu’à ce que celle-ci ne soit plus perceptible». Lors d’une conférence de presse organisée après l’exécution, le responsable des services correctionnels de l’Alabama a affirmé que «rien n’est sorti de l’ordinaire par rapport à ce qui était attendu». Dans un communiqué, la gouverneure Kay Ivey a déclaré: «Après plus de 30 ans et de nombreuses tentatives pour déjouer le système, M. Smith a répondu de ses horribles crimes. Je prie pour que la famille [de la victime] puisse tourner la page après toutes ces années aux prises avec cette grande perte.»

Depuis que la Cour suprême fédérale a approuvé les nouvelles lois relatives à la peine capitale en 1976, 1'583 personnes ont été exécutées aux États-Unis. Amnesty International s’oppose à la peine de mort dans tous les cas et en toutes circonstances, quelles que soient la nature du crime commis, la personnalité de son auteur ou la méthode d’exécution employée. L’organisation considère que la peine capitale viole le droit à la vie tel que reconnu par la Déclaration universelle des droits de l’homme et constitue le châtiment le plus cruel, le plus inhumain et le plus dégradant qui soit.

**Aucune action complémentaire n’est requise. Un grand merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels.**